Le 5 novembre, grandes grèves intersyndicales dans tout le pays !

lundi 2 novembre 2026, par CGT educ'action

Avec les budgets de l'État et de la Sécurité sociale pour 2027, le Gouvernement veut encore faire payer les salarié·es, les retraité·es, et les malades, plutôt que les grandes entreprises et les ultra-riches. Dans la jeunesse et les services publics, de nombreuses mobilisations sont en cours. Dans l'énergie, la mobilisation a déjà payé ! Public, privé, jeunes et retraités, construisons le "tous ensemble" pour gagner !

Leur facture, c'est pour nous !

Le projet de budget tourne le dos à la jeunesse et à ses revendications légitimes. Les choix du gouvernement vont encore peser sur nos vies et nos droits. : se soigner correctement, vivre dignement de son salaire ou de sa pension, compter sur des services publics accessibles sur tout le territoire… ce sont des droits essentiels à garantir, pas des économies à réaliser !

La situation actuelle n'est pas due au niveau des dépenses sociales, qui sont utiles pour toutes et tous, mais des milliards d'euros de recettes dont on se prive en faisant des cadeaux aux ultra-riches et aux grandes entreprises, sans aucune utilité sociale.

Où va l'argent ? Il faut répartir les richesses !

De l'argent, il y en a ! D'un côté, les aides publiques aux entreprises ont fortement progressé et atteignent plus de 200 milliards d'euros par an. De l'autre, les sommes versées aux actionnaires battent des records, avec plus de 60 milliards d'euros ces 6 premiers mois pour le CAC 40. La question est de savoir à quoi il sert car seul notre travail crée les richesses, elles doivent profiter à toutes et tous pour vivre.

Pour simuler votre budget de progrès social, rdv sur ***cgt.fr/budget***

Augmenter les salaires, c'est nécessaire et possible

L'urgence c'est :

- d'augmenter le Smic, le point d'indice dans la fonction publique, les pensions et les minima sociaux et d'indexer les salaires et les prestations sociales sur les prix ;
- de gagner de vraies augmentations de salaire, pas des primes non cotisées au bon vouloir des directions mais du salaire socialisé pour aujourd'hui et demain : le salaire net pour le mois, le

salaire brut pour des droits tout au long de la vie (maladie, accident, licenciement, parentalité, retraite). Les cotisations c'est notre salaire pour financer notre Sécurité sociale !
- de gagner l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Nos services publics ont besoin de moyens

Affaiblir les services publics c'est aussi préparer leur privatisation et quand c'est privé, c'est plus cher ! Hôpitaux, écoles, transports, petite enfance… Pour des services publics accessibles et de qualité, il faut plus d'emplois, de meilleurs salaires et des investissements. Réduire les moyens, c'est dégrader les services et les conditions de travail de celles et ceux qui les font vivre.

Défendre l'emploi et l'industrie

Fermetures de sites, suppressions d'emplois, délocalisations… alors que les entreprises bénéficient de milliards d'aides publiques, des milliers d'emplois sont supprimés. Cet argent doit servir à maintenir et créer des emplois de qualité, relocaliser notre industrie et investir dans la transition écologique, et pas à réaliser des licenciements boursiers !

Carburant, logement, alimentation, loisirs… tout augmente, sauf nos salaires !

Avec les budgets de l'État et de la Sécurité sociale pour 2027, le Gouvernement veut encore faire payer les salarié·es, les retraité·es, et les malades, plutôt que les grandes entreprises et les ultra-riches.

Dans la jeunesse et les services publics, de nombreuses mobilisations sont en cours. Dans l'énergie, la mobilisation a déjà payé ! Public, privé, jeunes et retraités, construisons le "tous ensemble" pour gagner !

Téléchargez pancartes et visuels sur cgt.fr/toutaugmente

En grève et dans les manifestations !

À l'appel de la CFDT, de la CGT, de FO, de l'Unsa et de la FSU portons nos revendications et nos forces, dans le public comme dans le privé, pour peser sur les choix qui nous concernent.

Le gouvernement est affaibli, mobilisons-nous collectivement pour gagner des avancées pour toutes

et tous !

> ## C’est le moment de s’organiser avec la CGT !
>
> Pour se protéger, s’informer et agir ensemble dans le syndicat et sur son lieu de travail…
>
> • Dans l’éducation et dans l’Ain, contactez-nous ICI !

MANIFS & RASSEMBLEMENTS DANS L’AIN

- **Ambérieu-en-Bugey :**
  - **Interpro :** rdv 10h *(horaire probable, à confirmer rapidement)* sur l’esplanade de l’espace 1500. Rassemblement suivi d’une manifestation déclarée. + *d’infos : Union Locale CGT d’Ambérieu en Bugey.*
- **Saint Genis Pouilly :**
  - **Interpro :** rdv 10h centre Jean Monnet. + *d’infos : Union Locale CGT de Gex.*
- **Oyonnax :**
  - **Interpro :** rdv 10h centre culturel Aragon (Valexpo).
- **Bourg-en-Bresse :**
  - **Education :** rassemblement à 11h30 devant le collège Thomas Riboud pour l’enterrement du projet NEFLE [1] -> veillée funèbre, éloge funèbre, vêtu.es de noir. + *d’infos : CGT Educ’action 01*.

> •
> ## Bourg-en-Bresse :
> -
> ## Interpro :
> **rdv 14h Champ de foire. Rassemblement suivi d’une manifestation. Rdv départemental.** + *d’infos : Union Départementale CGT de l’Ain.*

- **Belley :**
  - **Interpro :** rdv 17h devant le lycée. Rassemblement suivi d’une manifestation. + *d’infos : Union Locale CGT de Belley.*
- **Autres localités :** *en cours d’organisation, + d’infos à suivre très vite.*

MATÉRIEL SYNDICAL

- Tracts & communiqués CGT

LE 5 NOVEMBRE, GRANDES GRÈVES INTERSYNDICALES DANS TOUT LE PAYS !

Leur facture, c'est pour nous !

Le projet de budget tourne le dos à la jeunesse et à ses revendications légitimes. Les choix du gouvernement vont encore peser sur nos vies et nos droits : se soigner correctement, **vivre dignement de son salaire ou de sa pension**, compter sur des services publics accessibles sur tout le territoire… ce sont des droits essentiels à garantir, pas des économies à réaliser !

La situation actuelle n'est pas due au niveau des dépenses sociales, qui sont utiles pour toutes et tous, mais des milliards d'euros de recettes dont on se prive en faisant des cadeaux aux ultra-riches et aux grandes entreprises, sans aucune utilité sociale.

Où va l'argent ? Il faut répartir les richesses !

Où l'argent, il y en a ! Dons cités, les aides publiques aux entreprises ont fortement progressé et atteignent plus de 230 milliards d'euros par an. De fait, les sommes versées aux actionnaires battent des records, avec plus de 68 milliards d'euros pour 6 premiers mois pour le CAC 40. La question est de savoir à quoi il sert car **seul notre travail crée les richesses**, elles doivent profiter à toutes et tous pour vivre.

»»» Pour simuler votre budget de progrès social, rdv sur cgt.fr/budget «««

Augmenter les salaires, c'est nécessaire et possible

L'urgence c'est :

- d'augmenter le Smic, le point d'indice dans la fonction publique, les pensions et les minima sociaux et d'indexer les salaires et les prestations sociales sur les prix ;
- de gagner de vraies augmentations de salaire, pas des primes non cotisées au bon vouloir des directions mais du salaire socialisé pour aujourd'hui et demain. **le salaire net pour le mois, le salaire brut pour des droits** tout au long de la vie (maladie, accident, licenciement, parentalité, retraite) Les cotisations c'est notre salaire pour financer notre Sécurité sociale !
- de gagner l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Nos services publics ont besoin de moyens

Affaiblir les services publics c'est aussi préparer leur privatisation et quand c'est privé, c'est plus cher ! Hôpitaux, écoles, transports, petite enfance… Pour des **services publics accessibles et de qualité**, il faut plus d'emplois, de meilleurs salaires et des investissements. Réduire les moyens, c'est dégrader les services et les conditions de travail de celles et ceux qui les font vivre.

Défendre l'emploi et l'industrie

Fermetures de sites, suppressions d'emplois, délocalisations… alors que les entreprises bénéficient de milliards d'aides publiques, des milliers d'emplois sont supprimés. Cet argent doit servir à **maintenir et créer des emplois de qualité**, relocaliser notre industrie et investir dans la transition écologique, et pas à financer des licenciements boursiers !

»»» TOUT AUGMENTE, SAUF NOS SALAIRES ! «««
Téléchargez pancartes et visuels sur cgt.fr/toutaugmente

Carburant, logement alimentation, loisirs… tout augmente, sauf nos salaires !

Avec les budgets de l'État et de la Sécurité sociale pour 2027, le Gouvernement veut encore faire payer les salarié·es, les retraité·es, et les malades, plutôt que les grandes entreprises et les ultra-riches.

Dans la jeunesse et les services publics, de nombreuses mobilisations sont en cours. Dans l'énergie, la mobilisation a déjà payé ! Public, privé, jeunes et retraités, construisons le "tous ensemble" pour gagner !

En grève et dans les manifestations !

À l'appel de la CFDT, de la CGT, de FO, de l'Unsa et de la FSU portons nos revendications et nos forces, dans le public comme dans le privé, pour peser sur les choix qui nous concernent. Le gouvernement est affaibli, mobilisons-nous collectivement pour gagner des avancées pour toutes et tous !

C'est le moment de s'organiser avec la CGT !

Pour se protéger, s'informer et agir ensemble dans le syndicat et sur son lieu de travail, rdv sur cgt.fr/nous-rejoindre

---

Se mobiliser dans la durée pour gagner sur les salaires, les services publics et le budget

COMMUNIQUÉ >> MONTREUIL, LE 14 OCTOBRE 2025

LE 5 OCTOBRE, la mobilisation lycéenne et étudiante a franchi une nouvelle étape. 460 000 personnes ont pris la rue dans plus de 130 manifestations et rassemblements. Dans le même temps, le mouvement s'étend dans les universités. L'UFSE-CGT réaffirme son soutien plein et entier à la jeunesse et se mobilise à ses côtés.

Les agent·es publics portent une même colère. Le 29 septembre dernier, elles et ils se sont massivement mobilisé·es pour leurs salaires, leurs conditions de travail et un budget qui leur donne les moyens de travailler. Le gouvernement a opposé la même absence de réponse à leurs revendications. Le rendez-vous salarial du 2 octobre a été un échec. Le gouvernement refuse toute augmentation du point d'indice et son projet de budget programme de nouvelles suppressions d'emplois et baisse de crédits.

Face au gouvernement qui mise sur l'épuisement, l'UFSE-CGT appelle à inscrire les mobilisations dans la durée par un tou roulant d'initiatives. Pour les salaires, les droits, les emplois et les services publics, amplifions le mouvement et imposons un autre budget !

LYCÉENS, AGENT·ES PUBLIC·QUES, UN COMBAT PARTAGÉ

«Nous voulons les moyens de vivre dignement !» Cette exigence traverse les mobilisations. Des élèves qui réclament des professeur·es et de meilleures conditions d'études aux personnels qui demandent des salaires décents et les moyens d'exercer leurs missions, c'est le même refus de la pénurie organisée dans les services publics.

Nous ne nous satisferons pas de miettes ! Des pseudo concertations sans moyens ne feront apparaître ni les postes, ni les bourses, ni les bâtiments rénovés dont les jeunes ont besoin. Non l'annonce du déploiement de 3 000 professeurs non affectés mais que viendront vider les possibilités de remplacements dans les établissements n'éteindra pas la colère de la jeunesse. Non l'annonce du relèvement de 6 points de l'indice minimal de rémunération tout en laissant les grilles de la fonction publique dérouler sous le SMIC ne calmera pas la colère des agent·es publics. Nous exigeons une autre répartition des richesses et un budget au service des besoins de la population

UN SOMBRE GLISSEMENT VERS UN ÉTAT RÉPRESSIF

La réponse aux revendications de la jeunesse ne peut être la répression. L'UFSE-CGT dénonce fermement l'usage de la force publique et la stratégie choisie de «maintien de l'ordre» qui construit le désordre. Le bilan des mobilisations de ces derniers jours est intolérable : 200 jeunes blessés, un adolescent éborgné, un adolescent éborgné, un adolescent dont la main a été arrachée, des violences sexistes et sexuelles…

La criminalisation du mouvement et les atteintes aux libertés de réunion et de manifestation traduisent une dérive plus que préoccupante de l'État de droit.

Qui peut assumer politiquement les 7 000 gardes à vue des deux dernières semaines dont l'écrasante majorité concerne des mineur·es ? Nous exigeons la démission de Laurent Nunez, ministre de l'intérieur, Laurent Nunez et du ministre de la justice, Gérald Darmanin !

LA CONVERGENCE S'IMPOSE ET DOIT SE CONSTRUIRE PARTOUT

L'UFSE-CGT et ses syndicats réunis en Conseil National les 1.2 et 1.3octobre 2025 appellent les agentes publics à poursuivre et amplifier leur engagement auprès des lycéen·nes et étudiant·es, dans le respect de l'indépendance de leur mouvement : relayer leurs

UFSE-CGT >> 263, RUE DE PARIS @ CASE 542 @ 93514 MONTREUIL CEDEX • 01 55 82 77 66 •
ufse@cgt.fr • www.cgtetat.fr

Généralisons la GREVE le 05 novembre

Nos revendications :

- Où va l'argent ? **Il faut répartir les richesses** ! Seul notre travail crée des richesses,
- **Augmenter les salaires**, c'est nécessaire et possible, le salaire net pour le mois, le salaire brut pour des droits,
- **Un budget pour la jeunesse**, des augmentations budgétaires massives pour l'éducation,
- **Nos services publics** ont besoin de moyens,
- **Défendre l'emploi et l'industrie**, maintenir et créer des emplois de qualité, relocaliser notre industrie.

Le 05 novembre : toutes et tous en grève dans les manifestations et initiatives.

10h00 : Ambérieu en Bugey
Manifestation, Espace 1500.

14h00 : Bourg en Bresse
Manifestation, Champ de Foire

Contre le désordre produit et entretenu par la préfecture de l'Ain,
Pour les services publics, les salaires, les pensions et une autre société

Grève et manifestation jeudi 05 novembre

Et avant : appel à rejoindre toutes les manifestations partageant nos revendications

Les licenciements se multiplient, le coût de la vie explose, les inégalités de toutes sortes aussi, les salaires comme le point d'indice de la fonction publique sont gelés, les services publics détériorés, le réchauffement climatique fait des ravages, et l'extrême droite progresse en toute impunité en faisant son beurre sur le désespoir général.

Le tout, **pour que la riche classe capitaliste des patrons et des actionnaires, armés de multinationales et de fonds de pensions, puisse continuer un maximum de ressources naturelles et de la richesse produite par les travailleur·ses**, alors qu'elle devrait être redistribuée à tout le monde. Les agent·es de la fonction publique éduquent, diplôment, qualifient, soignent, réparent, prennent soin, entretiennent des infrastructures publiques… : leur travail rend les salarié·es aptes à produire la richesse consommée. Pour pouvoir en accaparer la plus grande partie, l'ennemi des patrons et des actionnaires est de baisser au maximum les coûts de production, mais aussi les maigres impôts destinés aux financements des services publics qui permettent cette production. Aussi, des sommes colossales sont détournées du budget de la fonction publique afin de financer les cadeaux fiscaux – et une course à la guerre qui profite encore aux mêmes capitalistes.

Mais la persistance de cette organisation sociale et économique serait impossible sans contraintes, intimidations et violences. Nous en voyons en ce moment une nouvelle démonstration.

Désarroi ou calcul ? Le gouvernement produit et entretient le désordre

Depuis plus d'un mois, un mouvement lycéen venu des DOM-TOM se développe en France métropolitaine, protestant légitimement face à un avenir aux horizons bouchés, contre le délabrement général de la société et la (non)-réponse inquiétante du service public de l'éducation en cluster de tri au service du capitalisme. Or depuis le début, **des policiers en armure gazent, chargent, frappent, matraquent, arrêtent nos élèves au mépris des droits de l'enfance.**

Des médias à la botte des capitalistes ou de l'extrême droite diffusent une propagande uniforme comme du temps de 1984. Les préfectures éreintent les courageux et courageuses citoyen·nes qui s'aventurent à vouloir déclarer des manifestations, société interdites ou restreintes sur ordre d'un gouvernement au service du capital. Après avoir tenté à deux reprises d'interdire les rassemblements lycéens les 8 et 13 octobre, la préfecture de Mâcon s'est montrée particulièrement versatile la semaine dernière. Après un long silence, la manifestation déposée par nos jeunes camarades pour samedi à Bourg-en-Bresse a, en effet, vu son heure de départ, son lieu de rendez-vous, son itinéraire modifiés ; puis elle a été interdite ; puis elle a été re-autorisée sous réserve qu'aucun lycéen·ne n'essaient en moins de 24h une organisation syndicale en déclarante ; puis re-re-autorisée, mais limitée à un rassemblement statique. **Les services de l'économe François-Xavier Thinnée, préfet de l'Ain, ont alors semé la pagaille. Désarroi ou calcul ? Ces rebondissements divers quelque chose de la pensée répressive et l'exécutoire prise par le gouvernement, incapable de sortir d'une logique d'état d'urgence permanent, qui entretient l'instabilité. Est-il soudainement ce qu'il fait et où il va ?** Quoi qu'il en soit ces agissements sont délétères pour la démocratie et nos libertés : ils empêchent la communication à temps des informations nécessaires à ce que tous et toutes puissent rejoindre les manifestations.

CGT Éducation de l'Ain | Maison des Syndicats 4 impasse Alfred Chanut 01000 Bourg-en-Bresse | www.educationgard01 | 06 27 44 84 01 | educationgard@orange.fr

- Appels intersyndicaux

Appel à la mobilisation pour les salaires, les services publics, l'emploi et l'industrie

Les travailleurs et les travailleuses vivent un déclassement inédit. Carburant, produits alimentaires, loyers, gaz, électricité… tout augmente sauf les salaires et les pensions. Notre pays est au bord de la récession et les plans de licenciements se multiplient dans l'industrie comme dans le commerce ou les services.

Pourtant, le gouvernement dans son projet de budget aggrave encore la situation en s'attaquant notamment aux plus précaires et aux malades en gelant les prestations sociales et en réduisant le rôle protecteur de la sécurité sociale. Il baisse aussi les moyens de nos services publics et gèle le salaire des fonctionnaires pourtant en première ligne encore cet été pour sauver des vies et répondre aux besoins de la population face aux canicules et aux mégafeux. Face aux défis climatiques et technologiques qui nous attendent, une politique industrielle n'est plus une option : elle est une nécessité absolue qui fait pourtant toujours cruellement défaut.

La mobilisation des lycéen·nes et des étudiant·es est légitime. Leur colère, leurs inquiétudes et leurs revendications doivent être entendues et prises en considération. Les jeunes doivent pouvoir grandir, apprendre, se former, construire leur avenir et dans des conditions dignes. Dans le respect de l'indépendance du mouvement lycéen, nos organisations partagent les revendications pour de meilleures conditions d'étude et davantage d'égalité. Nous soutenons le droit des lycéen·nes et des étudiant·es à se mobiliser, à manifester et à se réunir pacifiquement, librement et en sécurité.

Après le succès de la journée de grève et de manifestation de la fonction publique du 29 septembre, les organisations syndicales appellent l'ensemble des salarié.e.s du public comme du privé, des jeunes et des retraité.e.s, à franchir une nouvelle étape : faire grève et manifester le jeudi 5 novembre prochain.

Nous demandons :
- L'ouverture immédiate dans toutes les entreprises et dans toutes les branches de négociations pour augmenter les salaires et réaliser l'égalité salariale Femmes - Hommes
- L'augmentation des pensions des retraités, pour le régime de base comme pour les retraites complémentaires AGIRC ARRCO
- L'augmentation de la valeur du point d'indice des fonctionnaires et des mesures de revalorisation des carrières de la fonction publique
- L'augmentation du SMIC et de toutes les aides sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, RSA…)
- Une planification environnementale et industrielle pour relocaliser et décarboner notre industrie. Des moyens pour lutter contre le réchauffement climatique et adapter notre société : isoler les bâtiments, végétaliser les villes, développer les transports collectifs décarbonés
- L'augmentation des moyens de nos services publics pour préparer l'avenir, former les jeunes, soigner et accompagner nos aîné·es et faire face au dérèglement climatique
- Des mesures de justice fiscale pour taxer les patrimoines, les héritages et les dividendes, l'évaluation, le conditionnement et le redéploiement des 211 milliards d'aides publiques.

Les organisations syndicales alertent solennellement gouvernement et patronat. La colère est immense. La situation du pays est fragile. Il faut sans attendre répondre aux urgences sociales et environnementales.

Premières organisations signataires : CFDT, CGT, FO, UNSA, FSU Le 05/10/26

- Pancartes et visuels
  A télécharger sur cgt.fr/toutaugmente

Notes

[1] Initiatives éducatives novatrices habituellement soutenues par le Ministère de l'Éducation Nationale, visant à créer des liens solides entre les établissements scolaires, les familles et la communauté éducative locale. Les restrictions de moyens condamnent ce type de projets à la disparition.